

ZPO / SchKG

Allgemeine Hinweise zur Prüfung:

- Der folgende Fall ist ausschliesslich gestützt auf den vorgegebenen Sachverhalt zu lösen (keine Erweiterung oder Ergänzung des Sachverhalts).
- Geben Sie die jeweilige Rechtsgrundlage (Gesetz, Dekret, Verordnung) an.
- Führen Sie bei den zu verfassenden Schriften "RA R" (und nicht sich selbst) als Rechtsvertreter(in)/Absender(in) auf (Anonymisierung der Prüfung).

Teilaufgabe 1 (erreichbare Punktzahl 32)

Die A-AG mit Sitz in Montpellier hat vor dem Handelsgericht Montpellier mit Datum vom 2. November 2020 ein Forderungsurteil in Höhe von EUR 549'169.05 zuzüglich Zinsen und Parteientschädigung von EUR 1'000.00 gegen die B-AG mit Sitz in Muri (AG) erstritten (Beilage 1). Dieser Entscheid erwuchs in Frankreich in Rechtskraft (vgl. Beilage 2). Gegen den Zahlungsbefehl des Betreibungsamts Muri vom 5. Mai 2021 hat die B-AG am 11. Mai 2021 Rechtsvorschlag erhoben (Beilage 3). Die A-AG beauftragt Sie nun am 30. Juni 2021, die Hauptforderung von EUR 549'169.05 (EUR/CHF-Kurs am Tag des Betreibungsbegehrens: 1.09719) nebst Zins zu 2.5 % (dreifacher französischer Basiszinssatz) seit dem 4. Mai 2019, den bis am 4. Mai 2019 aufgelaufenen Verzugszinsen von EUR 3'823.28 und EUR 1'000.00 für die Parteientschädigung gemäss Art. 700 der französischen Zivilprozessordnung in der Schweiz möglichst prozessökonomisch durchzusetzen.

Verfassen Sie bitte die entsprechende Rechtsschrift mit ausführlichen tatsächlichen und rechtlichen Erläuterungen. Gehen Sie davon aus, dass sich die B-AG gegen Entscheid des Handelsgerichts Montpellier vom 2. November 2020 wehren wird, indem sie insbesondere einerseits deren Zuständigkeit bestreitet und andererseits den Entscheid infolge falscher Beweiswürdigung materiell als falsch betrachtet.

Teilaufgabe 2 (erreichbare Punktzahl 15)

Ihre Klientin die A-AG möchte von Ihnen wissen,

- a) mit welchen Prozesskosten zu rechnen ist und wer diese zu tragen hat?
- b) welche Rechtsmittel innert welchen Fristen zur Verfügung stehen und was damit jeweils geltend gemacht werden kann?

Teilaufgabe 3 (erreichbare Punktzahl 6)

Sie haben Frau S. aus Rheinfelden in einem Arbeitsprozess kurzfristig vertreten. Aus diesem Mandatsverhältnis schuldet Ihnen Frau S. noch das Anwaltshonorar in Höhe von Fr. 1'500.00. Auch auf Ihre Mahnung vom 25. Mai 2022, Ihnen das ausstehende Honorar bis spätestens am 15. Juni 2022 zu bezahlen, reagiert Sie nicht.

Wie gehen Sie gegen Frau S. vor? Verfassen Sie dazu die entsprechenden Schreiben bzw. Eingaben.

Zeit: 4 Stunden

Hilfsmittel: AnwT, BGFA, EG BGFA, EG ZPO, GebV SchKG, IPRG, LugÜ, OR, SchKG, StGB, VKD, ZPO.



NUMERO D'INSCRIPTION AU REPERTOIRE GENERAL : 2020 005894

TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER

JUGEMENT DU 02/11/2020
prononcé par mise à disposition au Greffe du Tribunal,
les parties en ayant été préalablement avisées dans les conditions
prévues à l'Article 450 alinéa 2 du Code de Procédure Civile.

DEMANDEUR(S) :

[REDACTED] A-AG, Montpellier

REPRESENTANT(S) :

[REDACTED]

DEFENDEUR(S) :

[REDACTED] B-AG, Paris CMO

REPRESENTANT(S) :

NON COMPARANT

COMPOSITION DU TRIBUNAL LORS DU DEBAT ET DU DELIBERE :

PRÉSIDENT : M. Bruno BALDUCCI
JUGES : Mme Marie-Claire WALLGREN
M. Samy BAHRI

GREFFIER PRESENT LORS DES DEBATS : M. Luc SOUBRILLARD
GREFFIER PRESENT LORS DU PRONONCE : M. Luc SOUBRILLARD

DEBATS A L'AUDIENCE PUBLIQUE DU 07/09/2020

La Minute du présent jugement est signée par le Président du délibéré et le Greffier.



FAITS :

La société [redacted] a pour objet social la fabrication de structures métalliques et de parties de structures.

A ce titre, la société [redacted] a été sollicitée par la société [redacted] (société de droit Suisse) qui lui a passé diverses commandes.

La société [redacted] s'est rapprochée de la société défenderesse pour obtenir paiement d'un certain nombre de factures pour un montant total de 549.678,71 euros.

PROCEDURE

Les 22 et 30 octobre 2019, la société [redacted] donnait assignation à la société [redacted] d'avoir à comparaître devant la juridiction de céans statuant en référé. Les affaires étaient inscrites sous les numéros 2019014710 et 2019015771.

Le 19 décembre 2019, Monsieur le juge des référés prononçait la jonction de l'instance 2019015771 à la présente instance.

Le 28 mai 2020 la juridiction des référés condamnait la société [redacted] à verser, à titre de provision, la somme de 2.758,89 euros à la société [redacted], d'une part et renvoyait l'affaire devant la juridiction du fond, en application de l'article 873-1 du code de procédure civile, d'autre part.

L'affaire était alors appelée à l'audience du 7 septembre 2020. La formation de jugement, après avoir entendu les parties, a clos les débats et mis le jugement en délibéré. Monsieur le Président d'audience a indiqué aux parties que le jugement serait rendu par mise à disposition au greffe le 2 novembre 2020.

PRETENTIONS ET MOYENS DES PARTIES :

POUR LA SOCIÉTÉ [redacted] DEMANDE AU TRIBUNAL DE :

La société [redacted] demande au Tribunal de :

Se déclarer matériellement et territorialement compétent pour juger l'affaire et les parties.

A titre principal :

Condamner la société [redacted] AG à payer à la société [redacted] les sommes suivantes :

- la somme de 368.295,68 euros au titre de la facture n°187122 assortie d'un intérêt égal à 3 fois le taux de l'intérêt légal à compter du 30 décembre 2018,
- la somme de 23.544,82 euros au titre de la facture n°187467 assortie d'un intérêt égal à 3 fois le taux de l'intérêt légal à compter du 19 janvier 2019,
- la somme de 1.536,65 euros au titre de la facture n°190014 assortie d'un intérêt égal à 3 fois le taux de l'intérêt légal à compter du 7 février 2019,
- la somme de 8.595,30 euros au titre de la facture n°190218 assortie d'un intérêt égal à 3 fois le taux de l'intérêt légal à compter du 15 février 2019,
- la somme de 3.504,00 euros au titre de la facture n°190335 assortie d'un intérêt égal à 3 fois le taux de l'intérêt légal à compter du 21 février 2019,
- la somme de 1.532,07 euros au titre de la facture n°190399 assortie d'un intérêt égal à 3 fois le taux de l'intérêt légal à compter du 22 février 2019,

La Minute du présent jugement est signée par le Président du délibéré et le Greffier.



- la somme de 799,33 euros au titre de la facture n°190469 assortie d'un intérêt égal à 3 fois le taux de l'intérêt légal à compter du 24 février 2019,
- la somme de 702,26 euros au titre de la facture n°190530 assortie d'un intérêt égal à 3 fois le taux de l'intérêt légal à compter du 28 février 2019,
- la somme de 15.144,67 euros au titre de la facture n°190685 assortie d'un intérêt égal à 3 fois le taux de l'intérêt légal à compter du 2 mars 2019,
- la somme de 17.507,23 euros au titre de la facture n°190739 assortie d'un intérêt égal à 3 fois le taux de l'intérêt légal à compter du 6 mars 2019,
- la somme de 7.220,40 euros au titre de la facture n°190843 assortie d'un intérêt égal à 3 fois le taux de l'intérêt légal à compter du 10 mars 2019,
- la somme de 12.775,81 euros au titre de la facture n°190851 assortie d'un intérêt égal à 3 fois le taux de l'intérêt légal à compter du 14 mars 2019,
- la somme de 16.473,62 euros au titre de la facture n°190852 assortie d'un intérêt égal à 3 fois le taux de l'intérêt légal à compter du 14 mars 2019,
- la somme de 22.553,49 euros au titre de la facture n°191244 assortie d'un intérêt égal à 3 fois le taux de l'intérêt légal à compter du 29 mars 2019,
- la somme de 12.860,89 euros au titre de la facture n°192240 assortie d'un intérêt égal à 3 fois le taux de l'intérêt légal à compter du 30 avril 2019,
- la somme de 7.102,70 euros au titre de la facture n°192241 assortie d'un intérêt égal à 3 fois le taux de l'intérêt légal à compter du 30 avril 2019,
- la somme de 13.170,94 euros au titre de la facture n°192242 assortie d'un intérêt égal à 3 fois le taux de l'intérêt légal à compter du 30 avril 2019,
- la somme de 10.680,40 euros au titre de la facture n°192164 assortie d'un intérêt égal à 3 fois le taux de l'intérêt légal à compter du 2 mai 2019,
- la somme de 2.936,19 euros au titre de la facture n°192273 assortie d'un intérêt égal à 3 fois le taux de l'intérêt légal à compter du 3 mai 2019,
- la somme de 2.232,60 euros au titre de la facture n°192273 assortie d'un intérêt égal à 3 fois le taux de l'intérêt légal à compter du 4 mai 2019,

A titre subsidiaire :

Condamner la société [redacted] à payer à la société [redacted] la somme de 423.955,72 euros,

En tout état de cause :

Ordonner l'exécution provisoire de la décision à intervenir,

Condamner la société [redacted] au paiement d'une somme de 6.500 euros en application de l'article 700 du code de procédure civile, outre les entiers dépens.

La société [redacted] fait valoir :

Au visa de l'article 23 de la Convention de Lugano, des conditions générales de vente de la société [redacted] des dispositions de l'article 42 du code de procédure civile, des dispositions des articles L 110-3 et L 123-23 du code de commerce :

- la juridiction de céans aurait compétence pour connaître du présent litige dans la mesure où :
 - le moyen tiré de l'incompétence territoriale de la juridiction de céans serait irrecevable faute

[Signature]

La Minute du présent jugement est signée par le Président du délibéré et le Greffier.



B-10
d'avoir été soulevé oralement par la société [redacted]
au demeurant, la règle de droit suisse donnant compétence aux juridictions du lieu du domicile de défendeur (en l'espèce la Suisse, lieu où la société défenderesse a son siège social) ne trouverait pas application en raison de la clause attributive de compétence contenue dans les conditions générales de la société [redacted] (article 13). B-10
Cette clause serait parfaitement licite en application de l'article 23 de la convention de Lugano à laquelle la Suisse et la France ont Adhéré.

Ces conditions générales – attribuant compétence aux tribunaux de Montpellier – seraient opposables à la société [redacted] dans la mesure où :

+ ce document aurait été remis à la société défenderesse en même temps que les bons de commande 182.726 d'un montant de 449.049 euros et 184.152 d'un montant de 715.833 euros,

+ l'acceptation de ces conditions générales résulterait :

* du paiement le 3 avril 2018 d'un acompte de 134.714,70 pour le premier bon de commande et du paiement d'une partie des factures (relatives aux deux commandes précitées) qui rappellent lesdites conditions générales en leur verso.

* de la relation d'affaires existant depuis de nombreuses années entre les parties et qui ne permettraient pas à la société [redacted] de soutenir ne pas avoir pris connaissance des conditions générales de la société [redacted] B-10

- la société [redacted] serait fondée à demander paiement de ses factures dans la mesure où :

- elle produirait à l'appui de chaque facture, la commande correspondante ainsi que les bons de livraison et/ou documents de transport,

- entre commerçants la preuve est libre (art. L. 110-3 du code de commerce) et la comptabilité régulièrement tenue peut être admise en justice pour faire preuve entre commerçants.

En l'espèce, il ressortirait du grand livre de la société [redacted] une créance de 549.684,61 euros à l'égard de la société [redacted] ; de plus une attestation du commissaire au compte de la société demanderesse viendrait confirmer ces informations.

Enfin, la société [redacted] aurait reconnu être débitrice de la somme de 423.955,72 euros ; ce qui constituerait un aveu judiciaire opposable à la société [redacted] B-10 B-10 B-10 B-10

POUR LA SOCIÉTÉ [redacted] :

N'est ni présente, ni représentée

SUR CE :

1) Concernant les écritures de la société [redacted] B-10

Attendu qu'aux termes de l'article 860-1 du code de procédure civile :

«[Devant la juridiction consulaire] la procédure est orale»

Attendu, que cette oralité des débats impose aux parties de comparaître ou de se faire représenter pour formuler valablement des prétentions et les justifier. Qu'à défaut les écrits déposés au greffe du tribunal ne peuvent valoir conclusions. Qu'en conséquence, les demandes contenues dans ces écrits sont irrecevables.

Attendu qu'en conséquence, la demande d'incompétence contenue dans le courrier de la société [redacted] en date du 5 décembre 2019 est irrecevable.

Attendu qu'aux termes de l'article 77 du code de procédure civile, le tribunal ne peut, d'office, se déclarer territorialement incompétent en matière contentieuse.

Le Tribunal se jugera, en conséquence, compétent pour connaître du présent litige,

[Signature]

La Minute du présent Jugement est signée par le Président du délibéré et le Greffier.



2) Concernant la demande en paiement de la société DUO INDUSTRIE :

Attendu que la société [redacted] est une société commerciale par sa forme, et la société défenderesse ne conteste pas sa qualité de commerçante.

Attendu qu'aux termes de l'article L 123-23 du code de commerce «la comptabilité régulièrement tenue peut être admise en justice pour faire preuve entre commerçant pour faits de commerce».

Attendu qu'en l'espèce, la société [redacted] fournit un extrait de son Grand Livre concernant la société [redacted] faisant état d'une créance sur cette dernière d'un montant de 549.678,71 euros.

Attendu que la tenue régulière de la comptabilité de la société [redacted] est attestée par Monsieur [redacted] commissaire aux comptes qui indique dans son attestation du 12 juin 2019 : «Il ressort de la comptabilité de la société [redacted] que le compte n°C01699 ouvert au nom du client [redacted] présente, en date du 3 juin 2019, un solde débiteur en faveur de la société [redacted] d'un montant de 549.684,61 euros en principal. Ce montant représente le cumul de différentes factures émises, impayées à ce jour. Il s'entend "hors intérêts de retard, frais de recouvrement et pénalités de retard éventuellement exigibles" à la date du 3 juin 2019. Ces informations ont été communiquées par le service comptable de l'entreprise. Il nous appartient d'attester ces informations. Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la conformité des informations communiquées et la concordance des informations chiffrées avec la comptabilité et les documents justificatifs [...] Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur cette créance».

Attendu que si un commerçant peut invoquer en sa faveur les mentions de ses propres livres, les juges conservent, toutefois, toute liberté pour refuser d'y trouver la preuve de sa prétention.

Attendu qu'il convient donc d'examiner les autres pièces versées au débat.

Attendu qu'en l'espèce, la société [redacted] produit les différents bons de livraison ou de transport relatifs à toutes les factures dont il est demandé paiement.

Attendu que si certains de ces documents ne sont pas signés, la société [redacted] n'a jamais contesté les commandes passées (ni dans leur contenu, ni dans leur montant) et n'a jamais fait valoir que toute ou partie des marchandises ainsi commandées ne lui auraient pas été livrées.

Attendu qu'elle se borne à indiquer (lettre du 5 décembre 2019 que la société [redacted] a adressée à la juridiction de céans) (pièce 43bis de la demanderesse) que «s'agissant de la créance de [redacted] d'un montant d'EUR 549.678,71, elle est en réalité d'EUR 423.955,72, comme l'a précisé et donc confirmé M. Jean [redacted] de [redacted] dans son e-mail du 21 mai 2019».

Attendu que toutefois, cette affirmation est inexacte puisque le 21 mai 2019 Monsieur [redacted] indiquait simplement que la société [redacted] avait reconnu devoir la somme de 423.955,72 euros, et qu'il n'y avait donc pas de raison qu'elle ne paie pas ledit montant. En aucun cas la phrase de Monsieur [redacted] («nous sommes donc d'accord pour dire que [redacted] doit au moins 423.955,72 euros à [redacted]») ne peut s'analyser en une reconnaissance d'une créance qui ne serait pas supérieure au montant indiqué dans ce courriel).

Le tribunal jugera en conséquence que la société [redacted] prouve sa créance et qu'à l'inverse, la société [redacted] ne prouve pas que sa dette serait inférieure aux sommes sollicitées au titre des factures en litige.

Attendu que les conditions générales sont mentionnées au verso de l'ensemble des factures de la société [redacted] dont certaines ont été payées par la société [redacted]. Qu'elles sont également jointes aux bons de commande en litige (n°182.826 et 184.152). Qu'enfin, la société défenderesse a versé un acompte au titre du premier bon de commande, acceptant par la même les conditions de vente de la société [redacted].

Le tribunal jugera en conséquence que la société [redacted] est fondée à demander que les factures non réglées soit assortie d'un intérêt égal à 3 fois le taux de l'intérêt légal, conformément à l'article 7d) des conditions générales précitées.

La Minute du présent jugement est signée par le Président du délibéré et le Greffier.



5) Sur les autres demandes :

Attendu que l'équité justifie de condamner la société [redacted] à verser à la société [redacted] la somme de 1.000 euros sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile.

Attendu que l'exécution provisoire est nécessaire et compatible avec la nature de la présente affaire. Qu'il convient dès lors de faire droit à la demande de sur ce point.

Attendu que les dépens suivent le sort du principal

PAR CES MOTIFS :

Le tribunal, après en avoir délibéré conformément à la loi, statuant publiquement, par jugement réputé contradictoire rendu en premier ressort :

Rejetant toute autre demande des parties,

Condamne la société [redacted] à payer à la société [redacted] les sommes suivantes :

- la somme de 368.295,68 euros au titre de la facture n°187122 assortie d'un intérêt égal à 3 fois le taux de l'intérêt légal à compter du 30 décembre 2018,
- la somme de 23.544,82 euros au titre de la facture n°187467 assortie d'un intérêt égal à 3 fois le taux de l'intérêt légal à compter du 19 janvier 2019,
- la somme de 1.536,65 euros au titre de la facture n°190014 assortie d'un intérêt égal à 3 fois le taux de l'intérêt légal à compter du 7 février 2019,
- la somme de 8.595,30 euros au titre de la facture n°190218 assortie d'un intérêt égal à 3 fois le taux de l'intérêt légal à compter du 15 février 2019,
- la somme de 3.504,00 euros au titre de la facture n°190335 assortie d'un intérêt égal à 3 fois le taux de l'intérêt légal à compter du 21 février 2019,
- la somme de 1.532,07 euros au titre de la facture n°190399 assortie d'un intérêt égal à 3 fois le taux de l'intérêt légal à compter du 22 février 2019,
- la somme de 799,33 euros au titre de la facture n°190469 assortie d'un intérêt égal à 3 fois le taux de l'intérêt légal à compter du 24 février 2019,
- la somme de 702,26 euros au titre de la facture n°190530 assortie d'un intérêt égal à 3 fois le taux de l'intérêt légal à compter du 28 février 2019,
- la somme de 15.144,67 euros au titre de la facture n°190685 assortie d'un intérêt égal à 3 fois le taux de l'intérêt légal à compter du 2 mars 2019,
- la somme de 17.507,23 euros au titre de la facture n°190739 assortie d'un intérêt égal à 3 fois le taux de l'intérêt légal à compter du 6 mars 2019,
- la somme de 7.220,40 euros au titre de la facture n°190843 assortie d'un intérêt égal à 3 fois le taux de l'intérêt légal à compter du 10 mars 2019,
- la somme de 12.775,81 euros au titre de la facture n°190851 assortie d'un intérêt égal à 3 fois le taux de l'intérêt légal à compter du 14 mars 2019,
- la somme de 16.473,62 euros au titre de la facture n°190852 assortie d'un intérêt égal à 3 fois le taux de l'intérêt légal à compter du 14 mars 2019,
- la somme de 22.563,49 euros au titre de la facture n°191244 assortie d'un intérêt égal à 3 fois le taux de l'intérêt légal à compter du 29 mars 2019,

La Minute du présent jugement est signée par le Président du délibéré et le Greffier.



- la somme de 12.860,89 euros au titre de la facture n°192240 assortie d'un intérêt égal à 3 fois le taux de l'intérêt légal à compter du 30 avril 2019,
- la somme de 7.102,70 euros au titre de la facture n°192241 assortie d'un intérêt égal à 3 fois le taux de l'intérêt légal à compter du 30 avril 2019,
- la somme de 13.170,94 euros au titre de la facture n°192242 assortie d'un intérêt égal à 3 fois le taux de l'intérêt légal à compter du 30 avril 2019,
- la somme de 10.680,40 euros au titre de la facture n°192164 assortie d'un intérêt égal à 3 fois le taux de l'intérêt légal à compter du 2 mai 2019,
- la somme de 2.936,19 euros au titre de la facture n°192273 assortie d'un intérêt égal à 3 fois le taux de l'intérêt légal à compter du 3 mai 2019,
- la somme de 2.232,60 euros au titre de la facture n°192273 assortie d'un intérêt égal à 3 fois le taux de l'intérêt légal à compter du 4 mai 2019.

Condamne la société [redacted] à payer à la société [redacted] la somme de 1.000 euros au titre de l'article 700 du code de procédure civile.

Dit qu'il y a lieu de prononcer l'exécution provisoire de la présente décision.

Condamne la société [redacted] aux entiers dépens de l'instance dont frais de greffe liquidés à 64.64 € toutes taxes comprises.

Le Greffier

M. Luc SOUBRILLARD

Le Président

M. Bruno BALDUCCI

La Minute du présent jugement est signée par le Président du délibéré et le Greffier,



BEGLAUBIGTE ÜBERSETZUNG

Beglaubigte Übersetzung aus der französischen Sprache

NUMMER DER EINTRAGUNG IM ALLGEMEINEN VERZEICHNIS: 2020 005894

HANDELSGERICHT MONTPELLIER

URTEIL VOM 02.11.2020

verkündet durch Hinterlegung bei der Geschäftsstelle des Gerichts,
die Parteien wurden unter den in Artikel 450, Absatz 2 der französischen Zivilprozessordnung vorgesehenen Bedingungen im Vorfeld
darüber informiert.

KLÄGERIN:

[REDACTED]

A-10, Montpellier

VERTRETER:

SOZIETÄT SVA

BEKLAGTE:

[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]

B-10, Paris (AO)

VERTRETER:

NICHT ERSCHIENEN

ZUSAMMENSETZUNG DES GERICHTS BEI DER VERHANDLUNG UND BERATUNG:

VORSITZENDER RICHTER:

Herr Bruno BALDUCCI

RICHTER:

Frau Marie-Claire WALLGREN

Herr Samy BAHRI

BEI DER VERHANDLUNG ANWESENDE GERICHTSSCHREIBER:

Herr Luc SOUBRILLARD

BEI URTEILSVERKÜNDUNG ANWESENDE GERICHTSSCHREIBER:

Herr Luc SOUBRILLARD

ÖFFENTLICHE VERHANDLUNG VOM 07.09.2020

Die Urschrift des vorliegenden Urteils wird vom bei der Beratung anwesenden Vorsitzenden Richter und dem
Gerichtsschreiber unterzeichnet.

¹ Die korrekte Bezeichnung lautet:

B-10



BEGLAUBIGTE ÜBERSETZUNG

SACHVERHALT:

Geschäftszweck der Gesellschaft [REDACTED] ist die Herstellung von Stahlkonstruktionen und deren Teilen.

Zu diesem Zweck wurde die Gesellschaft [REDACTED] von der Gesellschaft [REDACTED] (einer Gesellschaft nach schweizerischem Recht) beauftragt, die bei ihr mehrere Bestellungen aufgegeben hat.

Die Gesellschaft [REDACTED] trat zwecks Bezahlung mehrerer offener Rechnungen über insgesamt 549.678,71 Euro an die beklagte Gesellschaft heran.

VERFAHREN

Am 22. und 30. Oktober 2019 lud die Gesellschaft [REDACTED] die Gesellschaft [REDACTED] in einem beschleunigten Verfahren vor das hiesige Gericht. Die Verfahren wurden unter den Nummern 2019014710 und 2019015771 eingetragen.

Am 19. Dezember 2019 verkündete der für einstweilige Verfügungen zuständige Richter, dass das Verfahren mit der Nummer 2019015771 an das vorliegende Verfahren angehängt wird.

Am 28. Mai 2020 verurteilte die summarische Gerichtsbarkeit in dringlichen Sachen einerseits die Gesellschaft [REDACTED] zur vorläufigen Zahlung von 2.758,89 Euro an die Gesellschaft [REDACTED] und verwies die Sache andererseits in Anwendung des Artikels 873-1 der französischen Zivilprozessordnung an das materiell zuständige Gericht zurück.

Daher wurde die Sache am 7. September 2020 verhandelt. Nach Anhörung der Parteien beendete der Spruchkörper die Verhandlung und stellte das Urteil zur Beratung. Der Vorsitzende Richter, der die Verhandlung geführt hatte, erläuterte den Parteien, dass das Urteil am 2. November 2020 durch Hinterlegung bei der Geschäftsstelle verkündet werden würde.

ANSPRÜCHE UND KLAGEGRÜNDE DER PARTEIEN:

DIE GESELLSCHAFT [REDACTED] BEANTRAGT VOR RICHTER FOLGENDES:

Die Gesellschaft [REDACTED] beantragt vor Gericht folgendes:

Sich bei der Beurteilung der Sache und der Parteien für sachlich und örtlich zuständig zu erklären,

In der Hauptsache:

Die Verurteilung der Gesellschaft [REDACTED] zur Zahlung folgender Beträge an die Gesellschaft [REDACTED]:

- 368.295,68 Euro aus der Rechnung Nr. 187122 plus Zinsen in 3-facher Höhe des Basiszinssatzes ab 30. Dezember 2018,
- 23.544,82 Euro aus der Rechnung Nr. 187467 plus Zinsen in 3-facher Höhe des Basiszinssatzes ab 19. Januar 2019,
- 1.536,65 Euro aus der Rechnung Nr. 190014 plus Zinsen in 3-facher Höhe des Basiszinssatzes ab 7. Februar 2019,
- 8.595,30 Euro aus der Rechnung Nr. 190218 plus Zinsen in 3-facher Höhe des Basiszinssatzes ab 15. Februar 2019,
- 3.504,00 Euro aus der Rechnung Nr. 190335 plus Zinsen in 3-facher Höhe des Basiszinssatzes ab 21. Februar 2019,
- 1.532,07 Euro aus der Rechnung Nr. 190399 plus Zinsen in 3-facher Höhe des Basiszinssatzes ab 22. Februar 2019,

[handschriftliche Unterschrift]

Die Urschrift des vorliegenden Urteils wird vom bei der Beratung anwesenden Vorsitzenden Richter und dem Gerichtsschreiber unterzeichnet.



BEGLAUBIGTE ÜBERSETZUNG

- 799,33 Euro aus der Rechnung Nr. 190469 plus Zinsen in 3-facher Höhe des Basiszinssatzes ab 24. Februar 2019,
- 702,26 Euro aus der Rechnung Nr. 190530 plus Zinsen in 3-facher Höhe des Basiszinssatzes ab 28. Februar 2019,
- 15.144,67 Euro aus der Rechnung Nr. 190685 plus Zinsen in 3-facher Höhe des Basiszinssatzes ab 2. März 2019,
- 17.507,23 Euro aus der Rechnung Nr. 190739 plus Zinsen in 3-facher Höhe des Basiszinssatzes ab 6. März 2019,
- 7.220,40 Euro aus der Rechnung Nr. 190843 plus Zinsen in 3-facher Höhe des Basiszinssatzes ab 10. März 2019,
- 12.775,81 Euro aus der Rechnung Nr. 190851 plus Zinsen in 3-facher Höhe des Basiszinssatzes ab 14. März 2019,
- 16.473,62 Euro aus der Rechnung Nr. 190852 plus Zinsen in 3-facher Höhe des Basiszinssatzes ab 14. März 2019,
- 22.553,49 Euro aus der Rechnung Nr. 191244 plus Zinsen in 3-facher Höhe des Basiszinssatzes ab 29. März 2019,
- 12.860,89 Euro aus der Rechnung Nr. 192240 plus Zinsen in 3-facher Höhe des Basiszinssatzes ab 30. April 2019,
- 7.102,70 Euro aus der Rechnung Nr. 192241 plus Zinsen in 3-facher Höhe des Basiszinssatzes ab 30. April 2019,
- 13.170,94 Euro aus der Rechnung Nr. 192242 plus Zinsen in 3-facher Höhe des Basiszinssatzes ab 30. April 2019,
- 10.680,40 Euro aus der Rechnung Nr. 192164 plus Zinsen in 3-facher Höhe des Basiszinssatzes ab 2. Mai 2019,
- 2.936,19 Euro aus der Rechnung Nr. 192273 plus Zinsen in 3-facher Höhe des Basiszinssatzes ab 3. Mai 2019,
- 2.232,60 Euro aus der Rechnung Nr. 192273 plus Zinsen in 3-facher Höhe des Basiszinssatzes ab 4. Mai 2019,

Hilfsweise:

Die Verurteilung der Gesellschaft **B-AO** zur Zahlung von 423.955,72 Euro an die Gesellschaft **A-AO**,

In jedem Fall:

Die Anordnung der vorläufigen Vollstreckbarkeit der zu verkündenden Entscheidung,

Die Verurteilung der Gesellschaft **B-AO** zur Zahlung von 6.500 Euro in Anwendung von Artikel 700 der französischen Zivilprozessordnung sowie zur Übernahme sämtlicher Kosten.

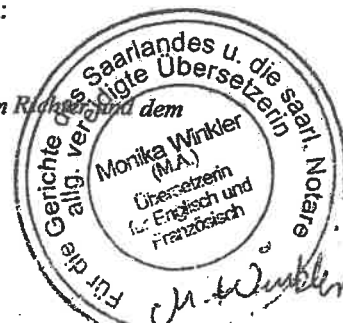
Die Gesellschaft **A-AO** macht folgendes geltend:

A-AO Laut Artikel 23 des Übereinkommens von Lugano, den Allgemeinen Verkaufsbedingungen der Gesellschaft **B-AO**, den Bestimmungen in Artikel 42 der französischen Zivilprozessordnung, den Bestimmungen in Artikel L 110-3 und L 123-23 des französischen Handelsgesetzbuchs Code de commerce:

- Ist das hiesige Gericht zuständig, in der vorliegenden Sache zu entscheiden, sofern:

[handschriftliche Unterschrift]

Die Urschrift des vorliegenden Urteils wird vom bei der Beratung anwesenden Vorsitzenden Richter und dem Gerichtsschreiber unterzeichnet.



BEGLAUBIGTE ÜBERSETZUNG

- B-AO
- Der Klagegrund der örtlichen Unzuständigkeit des hiesigen Gerichts nicht mündlich von der Gesellschaft [redacted] geltend gemacht wurde,
 - im Übrigen findet die Regel aus dem Schweizer Recht, wonach das Gericht am Wohnsitz des Beklagten zuständig ist (im vorliegenden Fall wäre das die Schweiz, wo die beklagte Gesellschaft ihren Sitz hat), keine Anwendung, da die Allgemeinen Verkaufsbedingungen der Gesellschaft [redacted] eine Gerichtsstandsklausel enthalten (Artikel 13).
Diese Klausel wäre gemäß Artikel 23 des Übereinkommens von Lugano, zu dessen Einhaltung sich die Schweiz und Frankreich verpflichtet haben, vollumfänglich zulässig,
 - Die genannten Allgemeinen Verkaufsbedingungen - nach denen die Gerichte von Montpellier zuständig sind - wären gegenüber der Gesellschaft [redacted] wirksam, sofern:
 - + dieses Dokument der beklagten Gesellschaft gleichzeitig mit den Auftragsformularen 182.726 über 449.049 Euro und 184.152 über 715.833 Euro übergeben worden wäre,
 - + die Annahme dieser Allgemeinen Verkaufsbedingungen folgendes bewirkt hätte:
 - * Die Leistung einer Anzahlung in Höhe von 134.714,70 Euro für das Auftragsformular mit dem ersten Auftrag am 3. April 2018 und die Begleichung eines Teils der Rechnungen (für die beiden vorgenannten Aufträge), auf deren Rückseite die besagten Allgemeinen Verkaufsbedingungen nochmals abgedruckt sind.
 - * Eine langjährige bestehende Geschäftsbeziehung zwischen den Parteien, aufgrund derer die Gesellschaft [redacted] sich nicht darauf berufen könnte, die Allgemeinen Verkaufsbedingungen der Gesellschaft [redacted] nicht zur Kenntnis genommen zu haben
 - Die Gesellschaft [redacted] wäre berechtigt, die Bezahlung ihrer Rechnungen zu fordern, sofern:
 - Sie neben der jeweiligen Rechnung auch die dazugehörige Bestellung vorlegt sowie die Lieferscheine und/oder Transportunterlagen.
 - Nachweise für getätigte Geschäfte können zwischen Kaufleuten auf jedwede Art erfolgen (Art. L 110-3 des Code de commerce) und regelmäßig geführte Bücher können zwischen Kaufleuten vor Gericht als Beweismaterial verwertet werden.
- Im vorliegenden Fall besteht laut Hauptbuch der Gesellschaft [redacted] eine Forderung in Höhe von 549.684,61 Euro gegenüber der Gesellschaft [redacted], außerdem wird diese Information durch den Rechnungsprüfer der beklagten Gesellschaft bestätigt;
- Schließlich hat die Gesellschaft [redacted] eingeräumt, der Gesellschaft [redacted] 423.955,72 Euro zu schulden, was einem rechtskräftigen gerichtlichen Eingeständnis der Gesellschaft [redacted] entspricht.
- A-AO
B-AO
B-AO
B-AO

FÜR DIE GESELLSCHAFT [redacted]

Sie ist weder anwesend noch vertreten

ZUR SACHE:

1) Bezüglich der Schriftstücke der Gesellschaft [redacted]

In Anbetracht der Tatsache, dass es in Artikel 860-1 der französischen Zivilprozessordnung heißt:

„Das Verfahren [vor den Laienrichtern am Handelsgericht] wird mündlich abgehalten“

In Anbetracht der Tatsache, dass eine mündliche Verhandlung zwingend voraussetzt, dass die Parteien anwesend sein oder sich vertreten lassen müssen, um rechtsgültig Ansprüche vorbringen und diese belegen zu können. Dass, sofern dies nicht der Fall ist, die bei der Geschäftsstelle des Gerichts hinterlegten Schriftstücke nicht als Parteianträge gelten können. Dass folglich die in diesen Schriftstücken formulierten Klagen unzulässig sind,

[handschriftliche Unterschrift]

Die Urschrift des vorliegenden Urteils wird von dem Vorsitzenden Richter und dem Gerichtsschreiber unterzeichnet.



BEGLAUBIGTE ÜBERSETZUNG

In Anbetracht der Tatsache, dass folglich die im Schreiben der Gesellschaft vom 5. Dezember 2019 formulierte Klage bezüglich Unzuständigkeit nicht zulässig ist, B-10

In Anbetracht der Tatsache, dass sich das Gericht laut Artikel 77 der französischen Zivilprozessordnung in Streitsachen nicht vom Amts wegen für örtlich unzuständig erklären kann,

Erklärt sich das Gericht folglich für zuständig, in der vorliegenden Sache zu entscheiden,

2) Bezüglich der Zahlungsforderung der Gesellschaft A-10

In Anbetracht der Tatsache, dass es sich bei der Gesellschaft aufgrund ihrer Form um eine Handelsgesellschaft handelt und dass die beklagte Gesellschaft ihre Kaufmannseigenschaft nicht infrage stellt, A-10

In Anbetracht der Tatsache, dass es in Artikel L 123-23 des Code de commerce heißt: „Regelmäßig geführte Bücher können zwischen Kaufleuten vor Gericht als Nachweise für durchgeführte Handelsgeschäfte verwertet werden“.

In Anbetracht der Tatsache, dass im vorliegenden Fall die Gesellschaft einen Auszug aus ihrem Hauptbuch zur Verfügung stellt, laut dem eine Forderung gegenüber der Gesellschaft in Höhe von 549.678,71 Euro besteht. A-10

In Anbetracht der Tatsache, dass der Rechnungsprüfer Herr [Name] die regelmäßige Buchführung der Gesellschaft bestätigt und in seiner Bescheinigung vom 12. Juni 2019 schreibt: „Aus den von der Gesellschaft geführten Büchern geht hervor, dass das Konto Nr. C01699 im Hauptbuch, das auf den Namen des Kunden ‚Gesellschaft‘ lautet, am 3. Juni 2019 ein Sollsaldo zugunsten der Gesellschaft in Höhe von 549.684,61 Euro aufweist. Dieser Betrag setzt sich aus mehreren Rechnungsbeträgen zusammen; die dazugehörigen ausgestellten Rechnungen wurden bis heute nicht beglichen. Zum 3. Juni 2019 versteht er sich ‚zuzüglich Verzugszinsen, Beitreibungskosten und möglicherweise fälligen Verzugsstrafen‘. Diese Informationen stammen aus der Buchhaltung des Unternehmens. Die Bestätigung dieser Angaben obliegt mir. Ich habe die Prüfungen, die ich nach den für den Berufsstand geltenden Regeln des französischen Verbandes der Rechnungsprüfer Compagnie nationale des commissaires aux comptes bei diesem Auftrag für notwendig hielt, sorgfältig durchgeführt. Dabei überprüfte ich die Konformität der übermittelten Angaben und ob die angegebenen Zahlen mit den Büchern und den Nachweisen übereinstimmen [...]. Auf Grundlage der von mir durchgeführten Arbeit habe ich keine Anmerkung zu dieser Forderung zu machen.“ B-10 A-10

In Anbetracht der Tatsache, dass ein Kaufmann zwar zu seinen Gunsten aus seinen eigenen Büchern zitieren kann, es den Richtern aber freisteht, solche Angaben aus den Büchern des Kaufmanns als Beweis für seinen Anspruch abzulehnen,

In Anbetracht der Tatsache, dass daher auch die sonstigen in die Verhandlung eingebrachten Schriftstücke zu untersuchen sind, A-10

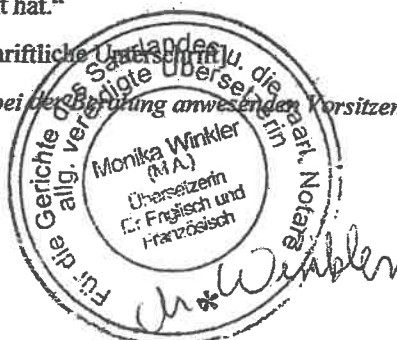
In Anbetracht der Tatsache, dass die Gesellschaft im vorliegenden Fall für alle Rechnungen, deren Zahlung gefordert wird, die jeweils zugehörigen Lieferscheine oder Transportunterlagen vorlegt,

In Anbetracht der Tatsache, dass einige dieser Unterlagen nicht unterzeichnet sind, dass die Gesellschaft nie der Tatsache widersprochen hat, dass Bestellungen aufgegeben wurden (weder dem Inhalt noch der Höhe der Bestellungen) und nie geltend gemacht hat, dass ihr die so bestellten Waren ganz oder teilweise nicht geliefert worden seien, B-10

In Anbetracht der Tatsache, dass sie sich auf den Hinweis beschränkt (Schreiben vom 5. Dezember 2019, das die Gesellschaft an das hiesige Gericht gesendet hat) (Schriftstück 43 bis der Beklagten), dass „die Forderung der über 549.678,71 EUR in Wirklichkeit 423.955,72 EUR beträgt, worauf auch Herr [Name] von in seiner E-Mail vom 21. Mai 2019 hingewiesen und diese Behauptung somit bestätigt hat.“ A-10 A-10

[handschriftliche Unterschrift]

Die Urschrift des vorliegenden Urteils wird vom bei der Verhandlung anwesenden Vorsitzenden Richter und dem Gerichtsschreiber unterzeichnet.



BEGLAUBIGTE ÜBERSETZUNG

In Anbetracht der Tatsache, dass diese Behauptung allerdings ungenau ist, da Herr [REDACTED] am 21. Mai 2019 einfach darauf hingewiesen hat, dass die Gesellschaft [REDACTED] anerkannt hat, mindestens einen Betrag in Höhe von 423.955,72 Euro zu schulden und dass daher kein Grund für sie besteht, den genannten Betrag nicht zu bezahlen. Der Satz von Herrn [REDACTED] („Daher stimmen wir der Aussage zu, dass [REDACTED] mindestens 423.955,72 Euro schuldet.“) ist keinesfalls als Anerkennung einer Forderung zu bewerten, die den in diesem Schreiben genannten Betrag nicht auch überschreiten könnte. Folglich urteilt das Gericht, dass die Gesellschaft [REDACTED] ihre Forderung belegt und dass die Gesellschaft [REDACTED] andererseits nicht nachweist, dass der von ihr geschuldete Betrag geringer ist als der in den streitigen Rechnungen geforderte Betrag.

In Anbetracht der Tatsache, dass die Allgemeinen Verkaufsbedingungen auf der Rückseite aller Rechnungen der Gesellschaft [REDACTED] erwähnt werden und dass einige dieser Rechnungen von der Gesellschaft [REDACTED] bezahlt worden sind. Dass sie auch den streitigen Auftragsformularen Nr. 182.826 und 184.152 beigelegt sind. Dass die beklagte Gesellschaft schließlich für das Auftragsformular mit dem ersten Auftrag eine Anzahlung geleistet und damit die Verkaufsbedingungen der Gesellschaft [REDACTED] angenommen hat.

Folglich urteilt das Gericht, dass die Forderung der Gesellschaft [REDACTED] gemäß Artikel 7d) der vorgenannten Allgemeinen Verkaufsbedingungen auf die unbezahlten Rechnungen Zinsen in 3-facher Höhe des Basiszinssatzes aufschlagen zu dürfen, berechtigt ist.

5) Zu den übrigen Anträgen:

In Anbetracht der Tatsache, dass es angemessen erscheint, die Gesellschaft [REDACTED] auf Grundlage von Artikel 700 der französischen Zivilprozessordnung zur Zahlung von 1.000 Euro an die Gesellschaft [REDACTED] zu verurteilen.

In Anbetracht der Tatsache, dass die vorläufige Vollstreckbarkeit notwendig und dem Charakter der vorliegenden Sache angemessen ist. Dass der Klage daher in diesem Punkt stattzugeben ist.

Dass sich die Kosten nach dem Ausgang der Hauptsache richten

AUS DIESEN GRÜNDEN:

Verkündet das Gericht nach der gesetzlich vorgesehenen Beratung in öffentlicher Sitzung folgendes kontradiktorisches Urteil in erster Instanz:

Sämtliche weiteren Parteianträge werden abgelehnt,

Die Gesellschaft [REDACTED] wird zur Zahlung folgender Beträge an die Gesellschaft [REDACTED] verurteilt:

- 368.295,68 Euro aus der Rechnung Nr. 187122 plus Zinsen in 3-facher Höhe des Basiszinssatzes ab 30. Dezember 2018,
- 23.544,82 Euro aus der Rechnung Nr. 187467 plus Zinsen in 3-facher Höhe des Basiszinssatzes ab 19. Januar 2019,
- 1.536,65 Euro aus der Rechnung Nr. 190014 plus Zinsen in 3-facher Höhe des Basiszinssatzes ab 7. Februar 2019,
- 8.595,30 Euro aus der Rechnung Nr. 190218 plus Zinsen in 3-facher Höhe des Basiszinssatzes ab 15. Februar 2019,
- 3.504,00 Euro aus der Rechnung Nr. 190335 plus Zinsen in 3-facher Höhe des Basiszinssatzes ab 21. Februar 2019,
- 1.532,07 Euro aus der Rechnung Nr. 190399 plus Zinsen in 3-facher Höhe des Basiszinssatzes ab 22. Februar 2019,
- 799,33 Euro aus der Rechnung Nr. 190469 plus Zinsen in 3-facher Höhe des Basiszinssatzes ab 24. Februar 2019,

[handschriftliche Unterschrift]

Die Urschrift des vorliegenden Urteils wird vom bei der Beratung anwesenden Vorsitzenden Richter und dem Gerichtsschreiber unterzeichnet.



BEGLAUBIGTE ÜBERSETZUNG

- 702,26 Euro aus der Rechnung Nr. 190530 plus Zinsen in 3-facher Höhe des Basiszinssatzes ab 28. Februar 2019,
- 15.144,67 Euro aus der Rechnung Nr. 190685 plus Zinsen in 3-facher Höhe des Basiszinssatzes ab 2. März 2019,
- 17.507,23 Euro aus der Rechnung Nr. 190739 plus Zinsen in 3-facher Höhe des Basiszinssatzes ab 6. März 2019,
- 7.220,40 Euro aus der Rechnung Nr. 190843 plus Zinsen in 3-facher Höhe des Basiszinssatzes ab 10. März 2019,
- 12.775,81 Euro aus der Rechnung Nr. 190851 plus Zinsen in 3-facher Höhe des Basiszinssatzes ab 14. März 2019,
- 16.473,62 Euro aus der Rechnung Nr. 190852 plus Zinsen in 3-facher Höhe des Basiszinssatzes ab 14. März 2019,
- 22.553,49 Euro aus der Rechnung Nr. 191244 plus Zinsen in 3-facher Höhe des Basiszinssatzes ab 29. März 2019,
- 12.860,89 Euro aus der Rechnung Nr. 192240 plus Zinsen in 3-facher Höhe des Basiszinssatzes ab 30. April 2019,
- 7.102,70 Euro aus der Rechnung Nr. 191244 plus Zinsen in 3-facher Höhe des Basiszinssatzes ab 30. April 2019,
- 13.170,94 Euro aus der Rechnung Nr. 192242 plus Zinsen in 3-facher Höhe des Basiszinssatzes ab 30. April 2019,
- 10.680,40 Euro aus der Rechnung Nr. 192164 plus Zinsen in 3-facher Höhe des Basiszinssatzes ab 2. Mai 2019,
- 2.936,19 Euro aus der Rechnung Nr. 192273 plus Zinsen in 3-facher Höhe des Basiszinssatzes ab 3. Mai 2019,
- 2.232,60 Euro aus der Rechnung Nr. 192273 plus Zinsen in 3-facher Höhe des Basiszinssatzes ab 4. Mai 2019,

Die Gesellschaft **B-10** wird gemäß Artikel 700 der französischen Zivilprozessordnung zur Zahlung von 1.000 Euro an die Gesellschaft **B-10** verurteilt.

Es wird erklärt, dass es angemessen ist, die vorläufige Vollstreckbarkeit der vorliegenden Entscheidung anzuordnen.

Die Gesellschaft **B-10** wird zur Übernahme sämtlicher Verfahrenskosten verurteilt, darunter auch die zu zahlenden Gerichtskosten in Höhe von 64,64 € einschließlich Steuern.

Der Gerichtsschreiber

Herr Luc SOUBRILLARD

[handschriftliche Unterschrift]

Der Vorsitzende Richter

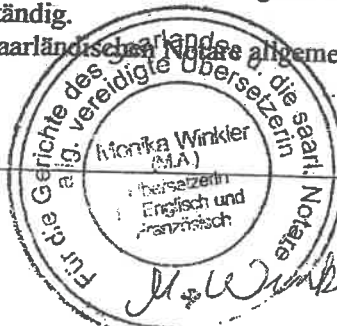
Herr Bruno BALDUCCI

[handschriftliche Unterschrift]

Die Urschrift des vorliegenden Urteils wird vom bei der Beratung anwesenden Vorsitzenden Richter und dem Gerichtsschreiber unterzeichnet.

Vorstehende Übersetzung der mir in elektronischer Form vorliegenden, in französischer Sprache abgefassten Urkunde ist richtig und vollständig.
Für die Gerichte des Saarlandes und die saarländische allgemein vereidigte Übersetzerin für die französische Sprache.

Engen, den 17.11.2020



**COUR D'APPEL
DE MONTPELLIER**
Greffe civil central
1 rue Foch
34032 Montpellier cedex 1

2207402A



[REDACTED]

CERTIFICAT DE NON APPEL

La directrice de greffe de la cour d'appel de Montpellier,

Certifie qu'il n'existe à ce jour, aucune mention sur les registres du greffe de la cour de céans
faisant état d'un appel à l'encontre d'une décision rendue par le Tribunal de Commerce de
MONTPELLIER le 02 Novembre 2020 dans l'affaire N° RG : 20/005894 :

[REDACTED] A-A5

c/

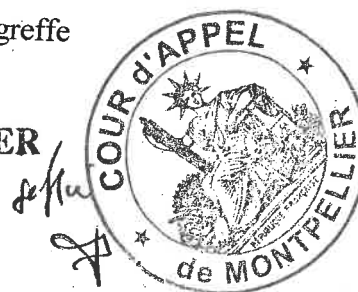
[REDACTED] B-A5

En foi de quoi le présent certificat est délivré en application de l'article 505 du Code de
Procédure Civile.

Montpellier, le 14 Mai 2021

P/ La directrice de greffe

M.I. TEYSSIER



Betreibungsamt Muri
Aaraustrasse 30
5630 Muri

T: 056 675 62 70
betreibungsamt@muri.ch
IBAN: CH770900000500036573

Zahlungsbefehl

Für die ordentliche Betreuung auf Pfändung oder Konkurs

Ausfertigung für den Gläubiger



Betreibung
2210907

Ref.: 927915 / MA

Schuldner

[Redacted]
[Redacted]
[Redacted]

B-140

ENREGISTRÉ LE 20 MAI 2021

Gläubiger

[Redacted]
[Redacted]
[Redacted]
[Redacted]

A-140

[Redacted]
[Redacted]
[Redacted]

Vertreter des Gläubigers

[Redacted]
[Redacted]
[Redacted]

REQU LE
19 MAI 2021

Zustellung an folgende Personen

Dieses Exemplar: [Redacted]

B-140

Der Schuldner wird aufgefordert, die angegebenen Forderungen und Betreuungskosten innert 20 Tagen zu bezahlen. Sollte der Schuldner diesem Zahlungsbefehl nicht nachkommen und auch keinen Rechtsvorschlag erheben, so kann der Gläubiger die Fortsetzung der Betreuung verlangen.

Forderungsurkunde mit Datum oder Angabe des Forderungsgrundes

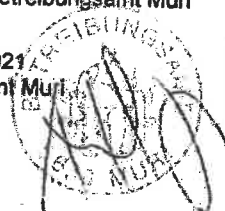
	Betrag (CHF)	Zins % seit
1 Urteil des Tribunal de Commerce de Montpellier vom 02.11.2020	611'279.88	3.00000 04.05.2019
2 Artikel 700	1'101.86	
3 Zinsen bis 04.05.2019	5'015.59	
4		
5		
6		
7		
8		
9		
10		
Betreibungskosten	203.30	

Bei Bezahlung an das Betreibungsamt wird empfohlen, sich vorgängig bei diesem über die genaue Höhe des ausstehenden Betrages inkl. Zinsen zu erkundigen. Es werden ausserlich Inkassogebühren in der Höhe von 0.5% des Betrages erhoben, mindestens CHF 5.00, höchstens CHF 500.00.

Zahlstelle

IBAN: CH77 0900 0000 5000 3657 3
lautend auf: Betreibungsamt Muri

Muri, 05.05.2021
Betreibungsamt Muri





Post CH AG

Betreibung
2210907

Ref.: 927915 / MA

Betreibungsamt Muri
Aarauerstrasse 30
5630 Muri

Bemerkungen

Weitere Zustellkosten (CHF)

Zustellbescheinigung

- ☒ An Adressat
☐ An eine andere Person

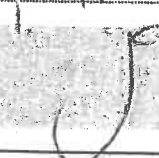
Name, Vorname und Verhältnis zum Adressaten

 VR-Präsident

Datum der Zustellung

11. Mai 2021

Unterschrift
der zustellenden Person



Nicht zustellbar

- ☐ Nicht abgeholt ☐ Im Militär-, Zivil- oder Schutzdienst bis ...
☐ Weggezogen ☐ Empfänger nicht ermittelbar
☐ Gestorben

Rechtsvorschlag

Grund

Der Adressat kann **unmittelbar** bei der Zustellung gegenüber dem Überbringer dieses Zahlungsbefehls oder **innert 10 Tagen** nach dessen Zustellung gegenüber dem Betreibungsamt mündlich oder schriftlich **Rechtsvorschlag** erheben und damit die Forderung oder einen Teil derselben, bzw. das Recht, sie auf dem Betreibungsweg geltend zu machen, bestreiten. Wurde die Betreibung nach einem Konkurs des Betriebenen eingeleitet und will dieser geltend machen, er sei nicht zu neuem Vermögen gekommen, so hat er dies in der Begründung des Rechtsvorschlags (Bemerkungen) ausdrücklich festzuhalten. Der Schuldner kann bei der kantonalen Aufsichtsbehörde Beschwerde wegen Missachtung der Bestimmungen des Bundesgesetzes über Schuldbetreibung und Konkurs führen. Ein Informationsblatt mit weiteren Erläuterungen kann beim Betreibungsamt und im Internet unter www.betreibungsschalter.ch bezogen werden.

**Rechtsvorschlag
erhoben**

- ☒ Rechtsvorschlag (gesamte Forderung)
☐ Teilrechtsvorschlag

Bestrittener Betrag **CHF**

11. Mai 2021

Datum

Bemerkungen

Unterschrift

